



## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES**

### **Règlement de la consultation**

#### **Consultation n°2024DSN092**

#### **Pouvoir adjudicateur**

---

##### **DEPARTEMENT DU CALVADOS**

Rue Saint-Laurent – BP 20520 14035 CAEN Cedex 1

Téléphone : +33 0231571048

#### **Objet de la consultation**

---

##### **2024DSN092 Matériel courants faibles - Acquisition, installation et prestations de services associées**

#### **Date limite de remise des offres**

---

Dépôt électronique obligatoire sur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Le 03 septembre 2024 à 12:00**

**Signature électronique de l'offre obligatoire sous peine  
d'irrégularité**

Les candidats sont invités à se munir d'un certificat de signature électronique  
conforme à l'arrêté du 22 mars 2019

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
1.1 Décomposition en lots .....	4
1.2 Forme de l'accord-cadre .....	4
1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution .....	4
<b>2. Organisation de la consultation .....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation .....	4
2.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés .....	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements .....	5
2.4 Variantes libres .....	5
2.5 Variantes imposées .....	5
2.6 Action d'insertion par l'économie et l'emploi .....	5
2.7 Modification de détail au dossier de consultation .....	6
2.8 Délai de validité des offres .....	6
<b>3. Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Retrait du dossier de consultation .....</b>	<b>6</b>
<b>5. Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>7</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	7
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	9
<b>6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre .....</b>	<b>10</b>
6.1 Jugement des candidatures .....	10
6.2 Jugement des offres .....	10
6.3 Attribution de l'accord-cadre .....	12
<b>7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>12</b>
<b>8. Renseignements complémentaires .....</b>	<b>14</b>
<b>9. Procédures de recours .....</b>	<b>14</b>

## 1. Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet : 2024DSN092 Matériel courants faibles - Acquisition, installation et prestations de services associées.

Lieu d'exécution des prestations : Différents sites répartis dans le département du Calvados.

### 1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot n°01 : Prestation de câblage cuivre courant faible et matériel
- Lot n°02 : Prestations fibre optique et matériel associé

### 1.2 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande avec maximum sans minimum en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximal est fixé à l'acte d'engagement.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

### 1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 2 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☒ Un lot
- ☒ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

### 2.3 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

### 2.4 Variantes libres

La proposition de variante n'est pas autorisée.

### 2.5 Variantes imposées

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

### 2.6 Action d'insertion par l'économie et l'emploi

Le Département du Calvados dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2112-2 et L. 2112-4 du Code de la commande publique applicable au 1<sup>er</sup> avril 2019 en incluant dans le Cahier des Charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

**Tableau des heures d'insertion à réaliser pour les lots retenus :**

N° Lot	Libellé du lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
1	Prestation de câblage cuivre courant faible et acquisition de matériel (matériel de câblage et terminaux)	79 heures par an soit 316 heures pour 4 ans

Ce dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, une partie du temps de travail nécessaire à la réalisation de la prestation au bénéfice de publics prioritaires rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes...).

Dans ce cadre, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage à réaliser une action d'insertion en vue de l'accès ou du retour à l'emploi de ces publics.

Pour toute information qui leur serait utile, les candidats peuvent contacter le Facilitateur clauses sociales mis à leur disposition par le Département du Calvados.

Benoit TURROU – Chargé de mission  
Direction Insertion et Logement – Département du Calvados  
02 50 22 40 77 – benoit.turrou@calvados.fr

Les dispositions relatives à la clause d'insertion sont précisées dans la **fiche Annexe Insertion sociale du Cahier des Clauses Administratives Particulières**. Les conditions d'exécution sont précisées à l'**acte d'engagement**.

**ATTENTION :**

**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISES A FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RESERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS A CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DECLAREE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

## **2.7 Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.8 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

## **3. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (commun aux 2 lots).
- Le cadre d'acte d'engagement (pour chaque lot)
- Le bordereau des prix unitaires (pour chaque lot)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (commun aux 2 lots)
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (commun aux 2 lots).
- Les annexes 1 et 2 au CCTP (communes aux 2 lots)
- Le cadre de réponse technique et financier (pour chaque lot)\*.
- Les annexes RGPD (communes aux 2 lots).

\*Le fichier du cadre de réponse du lot 1 est décomposé de la manière suivante :

- Onglet 1 : Taux de remise, délais et coûts de main d'œuvre et de déplacement concernant le

- câblage
- Onglet 2 : simulation 1
- Onglet 3 : Simulation 2
- Onglet 4 : montant total des simulations

\*Le fichier du cadre de réponse du lot 2 est décomposé de la manière suivante :

- Onglet 1 : Taux de remise, délais et coûts de main d'œuvre et de déplacement concernant le câblage
- Onglet 2 : simulation 1
- Onglet 3 : Simulation 2
- Onglet 4 : Simulation 3
- Onglet 5 : montant total des simulations

## 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<http://marches-securises.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format \*.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

### 5.1.1 Situation juridique

- **Formulaire DC1 ou équivalent** : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- **Formulaire DC2 ou équivalent** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

### 5.1.2 Capacité

- **Déclaration de chiffre d'affaires** : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- **Attestation d'assurance** : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- **Références de service ou fournitures similaires** : présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <http://marches-securises.fr>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

#### Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **Un acte d'engagement (AE) par lot**
- **Le bordereau des prix unitaires pour chaque lot**
- **Le cadre de réponse technique et financier pour chacun des lots** à compléter.

Il est précisé que **L'offre financière est composée des taux de remise, des coûts de main-d'œuvre et de déplacements, du montant total des simulations. Ces documents serviront au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter sans modification**

- **lien vers les catalogues de prix / tarifs des constructeurs / fournisseurs demandés au cadre de**



réponse technique

- **Une note méthodologique ou un mémoire technique** des dispositions que le fournisseur se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission pour chaque lot :

il devra reprendre l'intégralité des éléments demandés au cadre de réponse technique et notamment **des délais, des listes de constructeurs accompagnés des certificats / agréments constructeurs de la proposition détaillée à la simulation de travaux, figurant au cadre de réponse et les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat, les CV des intervenants pressentis pour l'exécution des prestations. Ces documents serviront à juger les offres techniques conformément aux critères de jugement des offres énoncés.**

- **les annexes RGPD** complétées et signées

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## 6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

### 6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

- **Pour le lot n° 01 :**

<b>Prix</b> Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : <b>Note du Prix total de la simulation</b> = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x 10 x coefficient de la pondération.	<b>40 %</b>
<b>Variété des équipements proposés</b> Définition et appréciation du critère : Variété des équipements proposés au vu des constructeurs des équipements proposés, de l'adéquation des agréments constructeurs avec la liste des constructeurs proposés, de la variété des types et modèles d'équipements proposés (onglet 1 du cadre réponse).	<b>10 %</b>
<b>Qualité de la réponse technique</b> Définition et appréciation du critère :	<b>40%</b>

<b>Définition et appréciation du critère :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des agréments constructeurs fourni</li> <li>- Des simulations de réalisation et de fourniture de matériel, des délais de livraison et d'intervention conformément au cadre de réponse technique et financier</li> <li>- Du profil des intervenants pressentis à l'exécution des prestations au regard des CV fournis par le candidat</li> </ul>	
<b>Prise en compte de l'impact environnemental dans l'exécution des prestations</b> <b>Définition et appréciation du critère :</b> Prise en compte de l'impact environnemental dans l'exécution des prestations à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provenance des matériels, leur taux d'émission de GES, leur indice de réparabilité et durée de disponibilité des pièces détachées, le processus dans leur conception (utilisation de matières recyclées lors de leur fabrication, matériels démontables) ;</li> <li>- Prise en compte des impacts environnementaux des déplacements pour les interventions à réaliser ;</li> <li>- Description du processus de manipulation, d'élimination et / ou de recyclage des déchets dangereux DEEE (DECHET D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE)</li> </ul>	<b>10 %</b>

•Pour le lot n° 02 :

<b>Prix</b> <b>Définition et appréciation du critère :</b> Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix total de la simulation= (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	<b>35 %</b>
<b>Variété des équipements proposés</b> <b>Définition et appréciation du critère :</b> Variété des équipements proposés au vu des constructeurs des équipements proposés, de l'adéquation des agréments constructeurs avec la liste des constructeurs proposés, de la variété des types et modèles d'équipements proposés (onglet 1 du cadre réponse)	<b>15 %</b>
<b>Qualité de la réponse</b> <b>Définition et appréciation du critère :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des agréments constructeurs fourni</li> <li>- Des simulations de réalisation et de fourniture de matériel, des délais de livraison et d'intervention conformément au cadre de réponse technique et financier</li> <li>- Du profil des intervenants pressentis à l'exécution des prestations au regard des CV fournis par le candidat</li> </ul>	<b>40 %</b>
<b>Prise en compte de l'impact environnemental dans l'exécution des prestations</b> <b>Définition et appréciation du critère :</b> Prise en compte de l'impact environnemental dans l'exécution des prestations à savoir :	<b>10 %</b>

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provenance des matériels, leur taux d'émission de GES, leur indice de réparabilité et durée de disponibilité des pièces détachées, le processus dans leur conception (utilisation de matières recyclées lors de leur fabrication, matériels démontables) ;</li> <li>- Prise en compte des impacts environnementaux des déplacements pour les interventions à réaliser ;</li> <li>- Description du processus de manipulation et d'élimination et / ou de recyclage des déchets dangereux DEEE (DECHET D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE)</li> </ul> |  |
|---|--|

#### Précisions sur l'analyse des offres :

Les critères techniques se verront attribuer une note variant de 1 à 10 :

1 et 2 = très insuffisant

3 et 4 = insuffisant

5 et 6 = moyen

7 et 8 = bien

9 = très bien

10 = excellent

Chaque note sera multipliée par le coefficient de pondération qui lui est associé.

La note globale sera obtenue en faisant la somme de toutes les notes pondérées (techniques et financière).

#### Rectification des offres :

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### 6.3 Attribution de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant

que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <http://marches-securises.fr>

En cas de dépôt multiple sur la plateforme, seul le dernier pli déposé sera ouvert par le pouvoir adjudicateur.

En conséquence, le candidat doit remettre l'ensemble des documents constituant son offre.

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. **Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

### **Signature électronique des fichiers de la réponse :**

**Pour la présente consultation, le pouvoir adjudicateur impose la signature électronique du marché dans les conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.**

**Les candidats sont donc invités à se munir d'un certificat de signature électronique conforme à cet arrêté, dans l'hypothèse où leur offre serait retenue.**

**La signature définitive au moment de l'attribution se fera sous format PADES grâce à l'outil fourni gratuitement par la plateforme de dématérialisation « marchés-sécurisés ».**

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Adresse physique :

Département du Calvados  
Direction achats publics – Service procédures  
5 Place Félix Eboué 4<sup>e</sup> étage  
14000 Caen

Adresse postale :

Département du Calvados  
Direction achats publics – Service procédures  
BP 20520  
14035 CAEN cedex 1

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## **8. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <http://marches-securises.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## 9. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Caen.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Je vous précise que le Tribunal administratif peut être saisi par voie électronique via l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## *Annexe au règlement de la consultation*

### **Certificat de signature**

---

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas n°1 : Le certificat est émis par une Autorité de certification « reconnue » : Aucun justificatif à fournir :

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas n°2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance : Différents justificatifs à fournir :

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ». Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) Tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification) ;

b) Les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

## **Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

---

La signature électronique devra obligatoirement être au format PADES.

- Cas n°1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plateforme : Aucun justificatif à fournir :

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire PADES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas n°2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme : Différents justificatifs à fournir :

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature PADES ;
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.



# DECLARATION SUR L'HONNEUR

## *Annexe au règlement de la consultation*

Je soussigné(e).....

Agissant en qualité de .....

Nom et adresse de l'entreprise : .....

.....

.....

**DECLARE sur l'honneur** ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

*N.B. : Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

### **Documents de preuve disponibles en ligne :**

Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

Adresse internet : .....

Renseignements nécessaires pour y accéder : .....

.....

.....

Fait à : .....

Le : .....

Signature :

.....

.....